



PRÉFÈTE DE L'ORNE

SG/SCI/Section Environnement
NOR : 1122-20-20015

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

Société SOLAIPA
à
VIMOUTIERS

La Préfète de l'Orne,
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment son article L. 171-8 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 02 octobre 2003 délivré à la société Solaipa ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées établis suite à la visite d'inspection du 27 janvier 2020 ;

CONSIDÉRANT que des produits susceptibles d'entraîner une pollution des eaux sont stockés sans rétention ;

CONSIDÉRANT que les installations de combustion du site peuvent fonctionner au gaz et au fioul lourd et sont visées par voie de conséquence par les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé ;

CONSIDÉRANT que la société SOLAIPA n'a pas constitué les garanties financières pour le montant calculé de 203 795 € ;

CONSIDÉRANT que la société SOLAIPA a pris la décision de démanteler ses stockages de fioul lourd et les installations associées au cours de l'année 2020 ;

CONSIDÉRANT que la société SOLAIPA n'a pas pris toutes les dispositions pour éviter que le fonctionnement de ses installations soit à l'origine de dangers ou inconvénients pouvant porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de mettre fin à ces non-conformités ;

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, lorsque l'inspection des installations classées constate l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le Préfet peut mettre en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé ;

CONSIDÉRANT que la société SOLAIPA a été rendue destinataire du rapport de l'inspection des installations classées par courrier en date du 31 janvier 2020, en application des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les éléments transmis par la société SOLAIPA en date du 14 février 2020 ne sont pas suffisants pour régulariser la situation de l'établissement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de l'Orne,



TOUTE CORRESPONDANCE DOIT ÊTRE ADRESSÉE DE MANIÈRE IMPERSONNELLE À L'ADRESSE SUIVANTE :
Madame la Préfète de l'Orne – 39 rue Saint-Blaise – CS 50529 - 61018 ALENÇON CEDEX
Internet : www.orne.gouv.fr

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : La société SOLAIPA dont le siège social est situé au lieu-dit « Les Clos Tords » à VIMOUTIERS (61120) est mise en demeure pour son établissement situé à cette même adresse :

- soit de constituer des garanties financières pour ses installations de combustion pouvant fonctionner au fioul lourd, d'un montant de 203 795 €, et transmettre l'acte de cautionnement avant le 30 avril 2020 ;
- soit de cesser définitivement l'exploitation des installations de stockage de fioul lourd.
 - Dans ce cas, l'exploitant dépose un dossier de cessation d'activité pour le stockage de fioul lourd et les installations associées et procède à la remise en état prévue à l'article R. 512-66-1 du code de l'environnement. À ce titre, l'exploitant transmet en préfecture dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, un dossier décrivant les mesures de mise en sécurité et de remise en état conformément aux dispositions prévues aux articles R. 512-66-1 et R. 512-66-2 du code de l'environnement. Ce dossier comprend un planning des travaux et les installations devront être démantelées pour le 30 septembre 2020 au plus tard.

Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fait connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure.

ARTICLE 2 : La société SOLAIPA est mise en demeure de respecter sous 15 jours à compter de la notification du présent arrêté les dispositions de l'article 14.13 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 02 octobre 2003 pour le stockage des produits qui ne disposent pas de rétention.

ARTICLE 3 : Faute, pour la société SOLAIPA de se conformer aux dispositions figurant aux articles 1 et 2 du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des poursuites pénales, des sanctions administratives prévues aux articles L. 171-8 et suivants du code de l'environnement.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Caen.

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

– l'affichage en mairie desdits actes dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

– la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans l'Orne prévue au 4° de l'article R. 181-44 ; cette publication est réalisée par le représentant de l'État dans le département dans un délai de quinze jours à compter de son adoption.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie, si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En application de l'article R. 414-6 du code de la justice administrative, les personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat, autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public, peuvent saisir le tribunal administratif par l'application Télécours citoyens, accessible via le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera notifié à la société SOLAIPA.

ARTICLE 6 : Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 7 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Orne, le Maire de la commune de VIMOUTIERS, ainsi que le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Normandie, inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Alençon, le 19 FEV. 2020

La Préfète

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'FmM' with a long horizontal stroke underneath.

Françoise TAHÉRI

